

# Le Parti populaire, grand favori des élections parlementaires espagnoles du 20 novembre prochain

de Corinne Deloy

**ANALYSE**1 mois avant  
le scrutin

Le 29 juillet dernier, le Premier ministre José Luis Rodríguez Zapatero (Parti socialiste ouvrier, PSOE) indiquait que des élections parlementaires anticipées se tiendraient en Espagne le 20 novembre prochain. Ce scrutin est le septième qui aura lieu de façon anticipée depuis le retour du pays à la démocratie en 1976. La veille de cette annonce, le ministre de l'Économie Elena Salgado (PSOE) indiquait que le déficit budgétaire du pays s'était réduit de 19% par rapport à celui de l'année précédente, confirmant l'avancée du gouvernement dans son objectif de le ramener à 6% du PIB (le déficit s'élevait à 9,2% en 2010). Elena Salgado avait également souligné que le chômage, qui touche 20,8% de la population active (46,1% des 16-24 ans et 34% des moins de 30 ans) pour 8% en 2007, était en baisse de 0,3 point.

José Luis Rodríguez Zapatero avait exprimé le souhait de rester au pouvoir jusqu'en mars 2012, date initialement prévue pour les prochaines élections, dans l'espoir de relancer l'économie du pays. Le 2 avril 2011, il avait indiqué qu'il ne serait pas candidat à un 3e mandat, espérant par ces propos apporter un peu d'air au PSOE. Mais le chef du gouvernement n'a finalement pas eu d'autre choix que se ranger à la pression de la majorité des membres de son parti.

José Luis Rodríguez Zapatero affirme qu'il laissera à son successeur « un pays en voie de consolidation économique ». « Dans un contexte toujours compliqué, notre économie montre des signes positifs. Nous avons posé les bases de la confiance » a-t-il déclaré. Les élections anticipées étaient réclamées avec insistance par le Parti populaire (PP), principal parti d'opposition. « Un nouveau gouvernement aura la confiance du peuple, ce qui sera déjà un mieux » a indiqué le leader du PP, Mariano Rajoy.

Le 22 mai dernier, le PP a largement remporté les scrutins régionaux et municipaux infligeant une sévère défaite électorale au PSOE. Les « petits » partis comme l'Union progrès et démocratie (UPyD), les régionalistes basques de Bildu-Eusko Alkartasuna (Ensemble en basque, Bildu EA) ou catalans (Convergence et union, CiU) en sont aussi sortis renforcés.

Au niveau municipal, le PP s'est imposé avec 37,53% des suffrages et 26 499 postes de conseillers municipaux obtenus contre 27,79% des voix au PSOE et 21

767 postes, soit le plus faible résultat de son histoire depuis le retour de l'Espagne à la démocratie. Le PSOE a perdu 8 des 10 villes de plus de 100 000 habitants qu'elle détenait avant le scrutin dont Saint-Jacques-de-Compostelle, Albacete, Leon, Elche, Jaen, Algesiras, La Corogne, Palma de Majorque et Las Palmas de Gran Canaria. A l'inverse, le PP, qui en possédait 22 avant le 22 mai, en a conquis 11, dont la 2e et la 4e du pays, Barcelone et Séville. Plus de six Espagnols sur dix (63,97%) s'étaient rendus aux urnes pour le scrutin municipal.

Aux élections régionales, le PP est sorti victorieux dans 11 des 13 régions soumises au vote. Dans les Asturies, le Forum des Asturies (FAC), issu d'une scission du PP, s'est imposé, et en Navarre, l'Union du peuple navarrais (UPN), parti régionaliste de droite, est arrivée en tête. La participation s'est élevée à 69,8%.

« Les élections anticipées sont une bonne chose car elles vont faire cesser l'incertitude et restaurer un peu de confiance » a indiqué Fernando Fernandez de l'école supérieure de commerce de Barcelone. Le nouveau gouvernement, fort de la légitimité des urnes, devrait être mieux à même de faire passer les mesures nécessaires à la reprise économique.

Le 20 novembre est le jour de la mort du Caudillo Francisco Franco, dirigeant espagnol de 1939 à 1975. Les nostalgiques du franquisme se rassemblent chaque année à cette date sur la Place de l'Opéra de Madrid pour chanter des hymnes franquistes.

Le 26 septembre, le Premier ministre José Luis Rodríguez Zapatero a dissous les Cortes générales, (Parlement). La campagne électorale aura lieu du 4 au 18 novembre et le nouveau Parlement se réunira le 13 décembre prochain.

### Le système politique espagnol

Le Parlement (Cortes générales) est bicaméral : le Sénat et le Congrès des députés. Celui-ci compte de 300 à 400 députés (350 dans l'actuelle chambre basse), élus au moins tous les 4 ans au scrutin proportionnel plurinominal (selon le système d'Hondt avec des listes bloquées et fermées) au sein de 48 des 50 provinces espagnoles (à l'exception de Ceuta et Melilla). Chacune d'entre elles désigne au moins 2 députés (un seul pour Ceuta et Melilla), le reste des sièges étant réparti entre les provinces en fonction de leur population. Une liste doit obtenir au minimum 3% des suffrages pour être représentée au Congrès des députés.

Le Sénat, chambre haute, compte 208 membres élus au suffrage universel (sénateurs provinciaux) et 49 représentants désignés par les 17 communautés autonomes du pays (sénateurs communautaires). Chaque province élit, quel que soit son nombre d'habitants, 4 sénateurs provinciaux, à l'exception de Ceuta et Melilla qui en désignent 2 et des îles Baléares et Canaries dont chacune des grandes îles (Grande Canarie, Majorque et Tenerife) en choisit 3 et les plus petites (Ibiza-Formentera, Minorque, Fuerteventura, Gomero, Hierro, Lanzarote et Palma), 1. En outre, chaque communauté autonome élit un sénateur communautaire plus un sénateur supplémentaire pour chaque million d'habitants. Ce système favorise les régions les moins peuplées. Les élections sénatoriales se déroulent le même jour que celles du Congrès des députés. Hormis dans certaines îles, le scrutin sénatorial est également plurinominal. Au total, la chambre haute compte 264 membres.

La loi sur l'égalité, votée en avril 2007, interdit à toute liste de présenter plus de 60% de candidats d'un même sexe lors de toute élection.

10 partis politiques sont représentés dans l'actuel Congrès des députés :

- Le Parti socialiste ouvrier (PSOE), fondé en 1879, longtemps dirigé par le Premier ministre sortant José Luis Rodríguez Zapatero qui a été remplacé l'été dernier par Alfredo Pérez Rubalcaba, compte 169 députés ;
- Le Parti populaire (PP), principal parti d'opposition, créé en 1977 et conduit par Mariano Rajoy, possède 154 sièges ;

- Convergence et union de Catalogne (CiU), alliance électorale nationaliste catalane née en 1978, longtemps dirigée par Jordi Pujol et désormais emmenée par Artur Mas, possède 10 sièges ;
- Le Parti nationaliste basque (PNV) fondé en 1984 et dirigé par Inigo Urkullu, compte 6 députés ;
- Gauche républicaine de Catalogne (ERC), fondé en 1931, positionné à gauche sur l'échiquier politique et présidé par Oriol Junqueras i Vies, compte 3 députés ;
- Le Bloc nationaliste galicien (BNG), créé en 1982 et dirigé par Guillermo Vázquez, possède 2 sièges ;
- La Coalition des Canaries (CC), parti nationaliste conduit par Claudina Morales, compte 2 députés ;
- Gauche unie (IU), alliance électorale de gauche fondée en 1986 et dirigée par Cayo Lara Moya, compte 2 députés ;
- Union, progrès et démocratie (UPyD), parti créé en 2007, clairement opposé à l'organisation terroriste armée Euskadi ta Askatasuna (Pays basque et liberté, en langue basque, ETA), possède 1 siège ;
- Oui à la Navarre (NB), coalition de partis (de gauche et de droite) prônant le rattachement de la Navarre au Pays basque, possède 1 siège.

Le PSOE est majoritaire au Sénat où il a remporté 101 sièges lors des dernières élections parlementaires du 8 mars 2008. Le PP a obtenu 88 sénateurs ; l'Alliance catalane du progrès qui regroupe la Gauche républicaine de Catalogne, le Parti socialiste de Catalogne (PSC) et l'Initiative des Verts catalans (ICV) 12 ; Convergence et union de Catalogne, 4 ; le Parti nationaliste basque, 2 et la Coalition des Canaries, 1.

56 sénateurs ont été élus par les communautés autonomes.

### Un pays au bord du gouffre

L'explosion de la bulle immobilière, qui a garanti le boom économique espagnol depuis des décennies, conjuguée à la crise économique internationale, a entraîné, dès 2008 en Espagne, une forte récession. En 2011, la crise européenne de la dette et de la zone euro a encore ralenti la reprise économique.

Le pays compte entre 700 000 et 1,5 million de logements libres invendus. Le marché immobilier, comme l'ensemble de l'économie espagnole, manque de financement, ce qui rend difficile le retour de la croissance. La récente mesure de baisse de 50% de la TVA (de 8% à 4%) pour tout achat de logement neuf expérimentée durant 4 mois semble n'avoir eu aucun effet notable sur le marché immobilier. Le PP promet toutefois de

prolonger la mesure au-delà de décembre prochain. Le PSOE a longtemps minimisé la situation socio-économique du pays avant d'imposer une politique de brusque austérité. Au début de la crise, le Premier ministre José Luis Rodríguez Zapatero a fait preuve d'un grand optimisme. Lors des élections parlementaires de mars 2008, il est réélu à la tête de l'Etat en promettant le plein emploi. Trois ans plus tard, il est le chef du gouvernement le plus impopulaire de l'histoire de l'Espagne. « Si José Luis Rodríguez Zapatero veut rendre un dernier service à son pays, il doit abandonner le pouvoir au plus vite » pouvait-on lire récemment dans un éditorial du quotidien El País. « Nous avons le pire héritage jamais laissé par un gouvernement au suivant » a déclaré Mariano Rajoy.

Au printemps 2010, le gouvernement a mis en place un plan de rigueur sur 3 ans visant à économiser 50 milliards € d'ici à 2013 et à ramener les déficits publics de l'Etat, des collectivités locales et de la sécurité sociale, qui en 2009 s'établissait à 11,2% du PIB, à 3% en 2013. Parmi les mesures adoptées : coupes dans les aides sociales, gel des retraites (sauf les plus faibles) et des embauches dans la fonction publique, baisse des investissements publics, report de l'âge légal de départ à la retraite de 65 à 67 ans, privatisations, baisse des salaires des fonctionnaires de 5% en 2010 et gel en 2011, suppression de l'allocation de 426 € d'aide aux chômeurs en fin de droit et du chèque naissance de 2 500 € pour tout nouvel enfant et hausse de 2 points de la TVA (passée de 16% à 18%), soit un véritable traitement de choc. « Ce jour-là, j'ai coupé le cordon ombilical avec l'électorat progressiste » a indiqué José Luis Rodríguez Zapatero à propos du 12 mai 2010, jour où ont été annoncées les mesures draconiennes du gouvernement.

Un an après ces mesures, l'Espagne est toujours dans zone de turbulences et reste sous l'étroite surveillance des marchés financiers. Au printemps dernier, des centaines de milliers de jeunes Espagnols se sont regroupés via une plateforme en ligne baptisée Democracia real ya (Une vraie démocratie maintenant) avant de décider d'occuper les places de plusieurs villes du pays; le 20 mai, 175 lieux d'occupation regroupant 60 000 personnes au total, dont 20 000 dans Madrid, étaient recensés sur internet. « Yes we camp » criaient les jeunes manifestants en référence au slogan de Barack

Obama durant sa campagne présidentielle de 2008. Le Movimiento 15 M (Mouvement du 15 mai), nom donné à ce mouvement, rassemble des chômeurs (dont certains en fin de droit), des fonctionnaires, des salariés (dont beaucoup en situation précaire), des étudiants qui se sont donnés le nom d'indignados (les indignés). Les jeunes Espagnols représentent à la fois la génération la mieux formée et la plus diplômée de toute l'histoire du pays et celle qui s'insère le plus mal dans la société au point que certains ont pu parler de « destruction d'une génération ». La grande majorité d'entre eux occupent des emplois précaires (ils sont majoritairement en contrat à durée déterminée) et touchent de faibles rémunérations (on les appelle les mileuroistas, personnes percevant une rémunération d'environ 1000 €), ce qui contribue à leur interdire quasiment tout accès au logement. Ils partagent le sentiment de n'être ni entendus ni représentés par les partis politiques. Leur mouvement est une expérience de démocratie directe, organisée en dehors des partis et des syndicats.

« J'ai beaucoup de respect pour les personnes qui manifestent, ce qu'ils font de manière pacifique, et je comprends bien que cela est dû à la crise économique et à leur désir de trouver un travail » a souligné le Premier ministre José Luis Rodríguez Zapatero qui a ajouté qu'avec quelques années de moins, il aurait probablement rejoint les jeunes. « L'impatience est là, je la comprends mais nous sommes sur le chemin des réformes et nous allons nous améliorer » a-t-il conclu. A la fin du mois d'août dernier, le gouvernement a annoncé un nouveau plan d'économies de 5 milliards € dont l'objectif est de faire baisser le déficit public à 6% fin 2011 par la réduction des dépenses de santé et une réforme du paiement de l'impôt sur les sociétés dont le chiffre d'affaires dépasse 20 milliards €. Ce plan vient compléter les premières mesures adoptées en 2010 qui prévoyaient l'économie de 65 milliards € sur 3 ans. Il permet aux entreprises de proroger de 2 ans l'emploi de salariés en contrat à durée déterminée. « La règle des 2 ans qui oblige à transformer les contrats temporaires en contrats à durée indéterminée est suspendue » a déclaré la ministre du Travail, Valeriano Gomez (PSOE). Le gouvernement a également renouvelé l'allocation de 400 € versée aux chômeurs en fin de droit. Un nouveau contrat de formation de 1 à 2 an(s) – assorti d'une exonération de 100% des coti-

sations de sécurité sociale pendant la durée du contrat en cas d'embauche d'un chômeur – permet également aux jeunes (ou moins jeunes) de se former tout en travaillant. D'autres mesures, comme la généralisation de l'emploi des médicaments génériques, visent à faire entrer au moins 4,9 milliards € dans les caisses de l'Etat.

En septembre dernier, l'Espagne a adopté par 319 voix, contre 17, une règle d'or, soit l'inscription dans la Constitution d'une limite au déficit public du pays. En Espagne, toute révision de la Loi fondamentale doit être approuvée par une majorité des 3/5<sup>e</sup> des parlementaires. Le vote favorable du PSOE et du PP a donc suffi à permettre l'adoption de la règle d'or. Les « petits » partis ont critiqué la réforme, et notamment son adoption en urgence.

Le texte fixe à 0,4% du PIB le montant maximum du déficit structurel global des administrations autorisé à partir de 2020. Le déficit de l'Etat ne devra pas dépasser 0,26% du PIB et celui des communautés autonomes 0,14%. Enfin, les entités locales devront présenter un budget à l'équilibre. Le 27 septembre, une cérémonie a été organisée au palais royal de la Zarzuela au cours de laquelle le Premier ministre José Luis Rodríguez Zapatero et le roi Juan Carlos ont ratifié la réforme de l'article 135 de la Constitution espagnole. Une loi organique doit encore être adoptée avant le 30 juin 2012.

Enfin, en septembre dernier, le gouvernement a décidé de réinstaurer l'impôt sur les grandes fortunes qui avait été supprimé en 2008. Celui-ci avait généré 2,1 milliards € en 2007. Son seuil a été relevé à 700 000 € (celui du logement principal a été doublé et atteint 300 000 €). Cette nouvelle taxe devrait toucher 160 000 personnes et rapporter 1,08 milliard €. Les régions espagnoles, qui recevaient une compensation financière de l'Etat (égale au montant prélevé en 2007) depuis l'abolition de l'impôt sur la fortune en 2008, continueront à percevoir ce dédommagement.

Début octobre, le gouvernement a décidé d'injecter 7 551 milliards € de fonds publics dans 4 caisses d'épargne, une intervention qui marque la fin du processus de recapitalisation (effectué en priorité avec des fonds privés) qui avait débuté en 2009. En 2 ans, les caisses d'épargne des entités régionales, considérées comme le maillon faible du système espagnol, ont

fusionné et leur nombre a été réduit, passant de 150 à 45. Elles se sont également professionnalisées, se transformant pour la plupart en banques commerciales classiques.

Le gouvernement a reporté la privatisation des aéroports de Madrid (Barajas) et Barcelone (El Prats) prévus pour l'automne, une décision qui prive l'Etat de 5 milliards € de recettes. 7 investisseurs ont manifesté leur intérêt pour l'opération, dont l'exploitant d'aéroports allemand Fraport et les groupes espagnols Acciona et Ferrovial. En septembre, le gouvernement avait déjà repoussé son projet d'introduction en Bourse de la Loterie nationale.

Début octobre, l'agence de notation Fitch a abaissé la note de l'Espagne (de AA à AA -, assortie d'une perspective négative). Son homologue Standard and Poor's a fait de même le 13 octobre dernier (de AA à AA -). L'agence a mis en avant « les perspectives incertaines de croissance du pays à la lumière de la nécessité pour le secteur privé d'avoir accès à des financements extérieurs ». Elle estime que « la qualité des actifs du système financier espagnol continue à se détériorer », déplore « la réforme incomplète du marché de l'emploi » qui va continuer à freiner la reprise économique et indique que l'Espagne est confrontée à des « risques croissants » en raison d'un niveau de chômage élevé, d'un environnement financier plus difficile et du risque de ralentissement économique chez ses principaux partenaires. Cinq jours plus tard, Standard and Poor's dégradait également les notes de la ville de Barcelone et de la région de Madrid (de AA à AA-). Le 18 octobre, l'agence de notation Moody's a abaissé la note souveraine de l'Espagne de Aa2 à A1 avec une perspective négative. L'agence justifie son action par le fait que le pays continue d'être « vulnérable aux tensions sur les marchés » et que « sa croissance économique ne devrait attendre que 1% au mieux l'an prochain ».

Le 15 septembre dernier, Fitch avait également baissé la note de 5 régions et l'agence de notation Moody's celle de 6 : la Catalogne, qui représente 1/5<sup>e</sup> du PIB du pays, Castille la Manche, Murcie, Valence, l'Andalousie et Castille-et-Léon. La Catalogne, la région de Madrid, Valence et l'Andalousie représentent les 2/3<sup>e</sup> de la dette régionale du pays qui s'élevait à 115 milliards € à la fin de 2010, soit 10,9% du PNB espagnol. 12 des 17 régions du pays n'ont pas atteint l'objectif de

1,3% du PIB de déficit fixé par le gouvernement, qui ne dispose pas de réels moyens pour faire pression sur les régions en la matière. L'endettement cumulé des régions s'établit à 121 milliards €.

« Le scénario macroéconomique du gouvernement n'est pas réaliste » affirme Estefania Ponte, directeur de la stratégie et de l'économie chez Cortal, banque spécialisée dans l'épargne et le courtage en ligne pour les particuliers et filiale de BNP Paribas. Il prévoit une croissance de 2,3% alors qu'elle s'élèvera à 1-1,5%. L'agence de notation Standard and Poor's a fondé son analyse sur des prévisions de croissance de 0,8% (et 1% en 2012), soit un résultat inférieur à celui qu'elle prévoyait il y a 8 mois (1,5%). « Nous pensons que le gouvernement pourrait manquer ses objectifs budgétaires en raison de dépassements de dépenses au niveau des gouvernements locaux et régionaux et de la sécurité sociale, malgré une réduction du déficit budgétaire du gouvernement central plus importante que prévu » a souligné l'agence. Celle-ci prévoit cependant un déficit budgétaire du gouvernement central de 6,2% du PIB pour 2011, c'est-à-dire conforme aux prévisions de 6% du gouvernement. « Nous pensons néanmoins que des mesures supplémentaires seront nécessaires pour atteindre l'objectif de 4,4% du PIB en 2012 » affirme Standard and Poor's qui table sur 5% du PIB.

Contraint au retrait par la gravité de la crise économique après deux mandats à la tête du pays, José Luis Rodríguez Zapatero a été remplacé l'été dernier à la tête du PSOE par son vice-Premier ministre Alfredo Pérez Rubalcaba. Apprécié et respecté, celui-ci est un proche du chef du gouvernement. Il a été remplacé à son poste par Antonio Camacho.

Le 9 juillet, jour de son investiture, Alfredo Pérez Rubalcaba a promis « une plus grande austérité » et mis l'accent sur la nécessité absolue de créer des emplois. Le nouveau leader du PSOE souhaite mettre en place un impôt sur les banques et les bénéfiques. « Nous avons donné de l'argent aux banques pour les aider à se restructurer, maintenant, elles doivent dédier une partie de leur profit à la création d'emploi. Je propose de demander aux caisses d'épargne et aux banques de consacrer une part de leurs bénéfiques à la création d'emploi ». Le candidat socialiste au poste de Premier ministre veut mettre en œuvre une politique de re-

distribution. « Il est temps que ceux qui ont le moins souffert de la crise aident ceux qui en ont le plus souffert » a-t-il déclaré. « Les banques peuvent attendre, pas les jeunes » a-t-il ajouté, multipliant les appels du pied aux Indignés. Alfredo Pérez Rubalcaba est partisan d'un relèvement de l'impôt sur les patrimoines les plus élevés et espère voir le déficit public de l'Espagne réduit à 6% du PIB cette année afin de pouvoir le ramener sous la barre des 3% en 2013.

### La victoire annoncée du Parti populaire

Après deux échecs consécutifs (en 2004 et en 2008), le PP est le grand favori des élections parlementaires du 20 novembre prochain. Son leader Mariano Rajoy, peu populaire dans l'opinion espagnole à l'inverse d'Alfredo Pérez Rubalcaba considéré à la fois comme plus efficace, expérimenté et davantage ouvert au dialogue, devrait donc accéder au poste de Premier ministre. Le vote pour le principal parti de l'opposition tiendra cependant plus du rejet des socialistes que de l'adhésion au projet du PP.

Le 20 juillet dernier, Francisco Enrique Camps Ortiz (PP) a démissionné de son poste de président de la région de Valence auquel il avait été réélu le 22 mai dernier lors du scrutin régional. Il est soupçonné d'avoir bénéficié des faveurs (à hauteur de 14 000 €) d'un réseau d'entreprises qui accaparaient les marchés publics de la région. L'enquête menée par le juge Baltasar Garçon a mis à jour un réseau de corruption dirigé par Francisco Correa, chef d'entreprise proche du PP, qui servait d'entremetteur entre des entreprises immobilières et des élus de l'opposition pour l'attribution de marchés publics moyennant commissions et cadeaux (Francisco Enrique Camps Ortiz en aurait ainsi reçu). Son procès doit s'ouvrir à l'automne. Il a été remplacé à la tête de la région de Valence par Alberto Fabra.

Proche de Mariano Rajoy, Francisco Enrique Camps Ortiz l'avait soutenu lors de sa difficile reconduction à la tête du PP en 2008. Il avait indiqué qu'il démissionnerait en cas d'élections anticipées afin de ne pas gêner la campagne électorale. « Je me sacrifie pour que Mariano Rajoy soit le prochain chef du gouvernement » a-t-il déclaré.

Le programme du PP est centré sur 4 points : création d'emplois, retour à une économie saine et compétitive,

## Élections législatives en Espagne 20 novembre 2011

renforcement de l'égalité des chances et réformes démocratiques pour répondre à la demande sociale. Il promet de créer 3,5 millions d'emplois nouveaux, principalement en réorganisant le système fiscal (notamment en baissant les impôts des personnes souhaitant créer une entreprise). « L'Espagne peut sortir de la crise et va s'en sortir » a déclaré Mariano Rajoy qui préconise « une politique économique ordonnée, fondée sur l'austérité et les réformes qui encouragent les chefs d'entreprises ». « Nous voulons défendre la cohésion sociale, l'Etat-providence et les services publics mais avec une bonne gestion économique. Les administrations ne devront pas dépenser ce qu'elles n'ont pas » a-t-il affirmé.

En matière économique, Mariano Rajoy a énoncé 3 mesures principales : une baisse de 5% des taxes sur les petites et moyennes entreprises, un business plan pour stimuler la demande et réduire la bureaucratie et le plafonnement des dépenses des régions (obligation d'équilibre budgétaire). Sur ce dernier point, Mariano Rajoy a rappelé que les gouvernements dirigés par José Maria Aznar (1996-2004) n'autorisaient aucun déficit de la part des communautés autonomes et accusé les socialistes d'avoir fait une erreur fondamentale en supprimant cette mesure. Il a annoncé de nouvelles mesures d'austérité, précisant qu'il n'avait « aucune intention de réduire les dé-

penses sociales » et qu'il n'envisageait pas non plus d'augmenter les impôts. Il prône l'instauration d'un contrat unique de travail, s'oppose à la réintroduction de l'impôt sur la fortune comme à la privatisation de la loterie nationale et des deux principaux aéroports du pays, accusant le gouvernement socialiste de s'être lancé dans une opération précipitée en mettant en vente des actifs importants à des prix cassés dans un contexte financier peu porteur.

Sacrifice, mérite, ténacité, respect de l'autorité et discipline sont les valeurs que le leader du PP aime mettre en avant. Il s'appuie sur la confiance que lui procureront les élections parlementaires pour mettre en œuvre son programme. « Ce gouvernement (à venir) aura un large horizon et la confiance du pays » répète-t-il, n'omettant pas de préciser que tous les Espagnols seront « obligés à un grand effort à l'avenir ».

La dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Metroscopia pour le quotidien El País révèle que le Parti populaire (PP) jouit d'une confortable avance sur le PSOE. Il est crédité de 45,5% des suffrages tandis que le PSOE recueillerait 29,7% des voix. Gauche unie arriverait en 3e position en obtenant 7,6% des suffrages, Union, progrès et démocratie remporterait 4,5% des voix. Sept Espagnols sur dix (70%) se déclarent prêts à se rendre aux urnes le 20 novembre prochain.

### Rappel des résultats des élections parlementaires du 8 mars 2008 en Espagne

#### Congrès des députés

Participation : 73,85%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage de suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
<b>Parti socialiste ouvrier (PSOE)</b>	11 288 698	43.87	169
<b>Parti populaire (PP)</b>	10 277 809	39.94	154
<b>Gauche unie (IU)</b>	969 871	3.77	2
<b>Convergence et union de Catalogne (CiU)</b>	779 425	3.03	10
<b>Parti nationaliste basque (PNV)</b>	306 128	1.19	6
<b>Union, progrès et démocratie (UPyD)</b>	306 078	1.19	1
<b>Gauche républicaine de Catalogne (ERC)</b>	298 139	1.16	3
<b>Bloc nationaliste galicien (BNG)</b>	212 543	0.83	2
<b>Coalition des Canaries (CC)</b>	174 629	0.68	2
<b>Oui à la Navarre (NB)</b>	62 398	0.24	1
<b>Autres</b>	1 059 145	4.1	0

Source : Site internet du site du ministère de l'Intérieur espagnol  
<http://www.infoelectoral.mir.es/min/busquedaAvanzadaAction.html?codTipoEleccion=2&vuelta=1&isHome=1&codPeriodo=200803>

## Sénat

Participation : 74,49%

Partis politiques	Nombre de sièges obtenus
Parti socialiste ouvrier (PSOE)	101
Parti populaire (PP)	88
Alliance catalane du progrès (Gauche républicaine de Catalogne (ERC), Parti socialiste de Catalogne (PSC) et Initiative des Verts catalans (ICV))	12
Convergence et union de Catalogne (CiU)	4
Parti nationaliste basque (PNV)	2
Coalition des Canaries (CC)	1
Sénateurs élus par les communautés autonomes	56

Source : Site internet du site du ministère de l'Intérieur espagnol  
<http://www.infoelectoral.mir.es/min/senado.html?method=grafica>

# Le Parti populaire de Mariano Rajoy est largement en tête des enquêtes d'opinion pour les élections parlementaires espagnoles

Environ 34 millions d'Espagnols sont appelés aux urnes le 20 novembre prochain pour des élections parlementaires anticipées, les septièmes depuis le retour de Madrid à la démocratie en 1976. Après 8 années de pouvoir socialiste et alors que le pays traverse une grave crise économique, le principal parti d'opposition, le Parti populaire (PP) dirigé par Mariano Rajoy, est toujours, à une semaine du scrutin, le grand favori de cette consultation électorale dont le véritable enjeu est moins le nom du futur Premier ministre que l'ampleur de la victoire de la droite.

Les questions socioéconomiques sont le sujet quasi exclusif de l'ensemble des débats de la campagne électorale.

J-7  
7 jours avant  
le scrutin

## Une situation socioéconomique alarmante

Les dernières statistiques économiques de l'Espagne ne sont guère rassurantes. Alors que le gouvernement de José Luis Rodríguez Zapatero (Parti socialiste ouvrier, PSOE) s'est fixé pour objectif de ramener à 6% du PIB le déficit budgétaire qui s'élevait à 9,2% en 2010, la plupart des économistes prévoient que celui-ci atteindra encore 6,7% à la fin de l'année en dépit des efforts et de la politique de rigueur mise en œuvre. Certains estiment même que le déficit pourrait atteindre

7,5% du PIB. « Seule une amélioration de la croissance ou l'annonce avant la fin de l'année de mesures extraordinaires pourra empêcher le déficit budgétaire d'atteindre les 7,5% » affirme Fernando Fernandez, économiste à l'IE Business School de Madrid.

Au 2e trimestre de cette année, la dette publique du pays représentait 65,2% du PIB, soit +8 points par rapport à la même époque il y a un an. La situation est alarmante dans les régions dont la dette atteint 12,4% du PIB (10,2% l'an passé). La situation des villes est stable.

Le taux de croissance du PIB a augmenté de 0,2 point au 3e trimestre par rapport au précédent. Il était de 0,4% au 1er trimestre et de 0,2% au 2e trimestre. Le gouvernement espagnol vise une croissance de 1,3% pour 2011. « L'économie espagnole a montré au fur et à mesure que l'année avançait un affaiblissement de sa faible reprise de 2010 » pouvait-on lire dans un communiqué rédigé par la Banque centrale espagnole à la fin du mois d'octobre.

Le chômage a atteint au 3e trimestre son niveau le plus haut depuis 1996 : il touche désormais 21,52% de la population active et 45,80% des plus jeunes (16-24 ans). Près de 5 millions d'Espagnols (4 978 000) sont sans emploi ; parmi eux, 2,1 millions n'ont pas travaillé depuis un an. Le nombre de foyers au sein desquels aucune personne ne travaille est passé de 58 000 à 1,43 million au cours des 3 dernières années, de « mauvais chiffres qui nous éloignent de la sortie de crise » a déclaré le ministre du Travail, Valeriano Gomez (PSOE). « 3,2 millions de personnes ont rejoint les rangs des chômeurs depuis le début de la crise économique et il nous faudra de longues années pour les réintégrer au sein de la sphère économique » a indiqué Juan Carlos Martinez Lazaro, économiste à l'IE Business School.

Le gouvernement a annoncé une baisse du nombre des demandeurs d'emploi. Il prévoit un taux de chômage de 18,5% pour l'an prochain, de 17,3% en 2013 et de 16% l'année suivante. En octobre, le PSOE et le PP ont rejeté la demande de la Confédération des organisations patronales (CEOE) de réduire de 20 à 12 le nombre de jours de compensations financières à verser lors d'un licenciement. « Nous n'allons pas rendre les licenciements moins chers mais rendre l'embauche moins onéreuse » a déclaré le porte-parole du PP, Esteban Gonzalez.

L'inflation reste élevée et s'établit à 3%. Le revenu moyen des familles a baissé de 4,4% en un an, s'établissant à moins de 25 000 € annuels par foyer et à 9 400 € annuel pour une personne seule. Environ 22% des familles espagnoles vivent sous le seuil de pauvreté, fixé à 7 500 € annuels pour une personne seule et à 13 500 € pour un couple avec un enfant. « Signe de la gravité de la situation : de plus en plus de jeunes, formés et qualifiés, quittent l'Espagne pour trouver du travail ailleurs » souligne Florentino Felgueroso, chercheur à la Fondation des études d'économie appliquée

(Fedea). « Aucun parti au gouvernement ne peut résister à une crise d'une telle brutalité » indique le politologue Fermin Bouza, ajoutant « D'autant que l'électorat de gauche est démotivé par la perspective de nouvelles mesures d'austérité.

Le 19 octobre dernier, l'agence de notation Moody's a abaissé la note de 5 banques espagnoles (Banco Santander, BBVA, CaixaBank, la Caixa et la Confédération des caisses d'épargne (CECA)) à Aa2 (auparavant Aa1) et de 10 des régions espagnoles : Castille la Manche (-5 crans), le Pays basque, la Galice, Madrid, l'Estrémadure, l'Andalousie, Castille et Léon, Murcie, Valence et la Catalogne. La veille, le 18 octobre, Moody's avait abaissé la note souveraine de l'Espagne de Aa2 à A1 avec une perspective négative arguant de la vulnérabilité du pays aux tensions sur les marchés et de sa faible perspective de croissance économique. En octobre, les agences de notation Fitch et Standard and Poor's ont également abaissé la note souveraine de l'Espagne et de plusieurs régions.

Enfin, les Indignés, jeunes (et moins jeunes) chômeurs, fonctionnaires, salariés, étudiants qui se sont regroupés sous l'étendard du Movimiento 15M (Mouvement du 15 mai) avant d'essaimer un peu partout dans le monde, ont prévu de manifester le 19 novembre prochain, soit la veille des élections parlementaires, bien que l'autorisation de le faire leur ait été refusé.

### La campagne électorale

Après 8 ans dans l'opposition et deux échecs personnels (2004 et 2008), Mariano Rajoy voit son heure enfin arriver. Croissance et création d'emploi sont les deux objectifs prioritaires du PP. « Pour cela, nous avons besoin d'investissements et ceux-ci nécessitent de la confiance » a-t-il indiqué. « Le Parti populaire a toujours bien géré l'économie du pays, ce qui n'est pas le cas du PSOE. La dernière fois que nous sommes arrivés au pouvoir en 1996, le chômage s'élevait à 22%. Quand nous avons quitté le pouvoir en 2004, il était inférieur à 10%. Aujourd'hui, le chômage est de nouveau à 21% » rappelle-t-il.

Mariano Rajoy affirme que son parti n'augmentera pas les impôts, ne réduira pas les pensions de retraites « parce que cela affecterait les plus faibles » et ne touchera pas à la santé ou à l'éducation. Pour faire di-



minuer les dépenses de l'Etat, il propose de faire subir une « cure d'amaigrissement » à l'administration. Mais pour ne pas affaiblir son camp à quelques jours du vote, le leader du PP évite de détailler son programme et les mesures d'austérité qui y sont inscrites, les coupes sociales recueillant rarement un large soutien populaire.

Le 23 octobre dernier, 100 000 personnes (enseignants et parents d'élèves) ont manifesté à l'appel des syndicats de l'éducation contre l'augmentation du nombre d'élèves par classe, la hausse du nombre d'heures demandées aux professeurs et les mesures figurant dans le programme du PP qui, selon les manifestants, prévoient la privatisation de certaines parties du système scolaire et l'autorisation des charter schools, écoles sous contrat, généralement fondées par des enseignants ou des parents d'élèves et bénéficiant de financement public et d'une large autonomie dans l'enseignement et dans les programmes scolaires.

Le discours du leader du PSOE (qui a remplacé le Premier ministre José Luis Rodríguez Zapatero à la tête du parti l'été dernier), l'ancien vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur (2006-juillet 2011) Alfredo Pérez Rubalcaba, est proche de celui du chef de l'opposition. « Nous voulons modifier la politique économique : créer de la confiance, booster l'investissement, réduire le déficit public, restructurer l'impôt et réformer les lois sur le travail » souligne-t-il. Il désigne le manque d'emploi comme le problème principal de l'Espagne et affirme que 90% du chômage est dû à l'explosion de la bulle immobilière. Il a proposé de payer durant 2 ans (2012 et 2013) les cotisations de sécurité sociale des entreprises de moins de 50 salariés qui créeraient des emplois, une mesure qu'il financerait par l'impôt sur la fortune.

« Certaines personnes pensent que les politiques ont perdu la bataille et que les marchés font ce qu'ils veulent. C'est la politique qui doit résoudre les problèmes, toujours la politique. Arrêtons de nous plaindre des agences de notation, créons une agence européenne pour nous défendre » a déclaré Alfredo Pérez Rubalcaba. Celui-ci, qui a reconnu que le gouvernement dirigé par le Premier ministre sortant José Luis Rodríguez Zapatero n'avait pas su trouvé les réponses à la crise économique, insiste sur le fait que Madrid n'est pas Athènes. « Nos fondamentaux sont différents de celui

des Grecs, nos comptes sont précis et en bon ordre et nous n'avons jamais trompé Bruxelles ni les marchés » indique-t-il.

Le leader socialiste sait que le combat du 20 novembre prochain sera difficile et que le PSOE est largement devancée par le PP dans les enquêtes d'opinions. « J'ai une bataille difficile devant moi mais celle-ci est primordiale pour le pays et pour mon parti. L'Espagne a besoin de faire des réformes importantes et j'aimerais que celles-ci soient réalisées selon les mêmes principes qui nous ont toujours guidés et qui nous ont amenés jusqu'ici » a déclaré Alfredo Pérez Rubalcaba. Il tente donc de limiter l'ampleur de la victoire annoncée du PP. « En ce moment, une victoire du Real Madrid contre Barcelone est plus probable que le fait que je m'impose devant Mariano Rajoy » a-t-il déclaré.

Le 7 novembre, Mariano Rajoy et Alfredo Pérez Rubalcaba se sont retrouvés pour le seul débat télévisé de la campagne électorale (et le cinquième depuis le retour de l'Espagne à la démocratie en 1976). L'émission a duré 1h40 (dont 40 minutes consacrées à l'économie et à l'emploi) et rassemblé 12 millions de téléspectateurs (54,2% de l'audimat). Les deux hommes ont chacun dévoilé les mesures qu'ils souhaitaient mettre en œuvre pour redresser l'économie espagnole. Le socialiste, qui est souvent apparu comme le candidat de l'opposition et le challenger, a tenté de pousser son adversaire à révéler les détails de son programme et a évoqué plusieurs questions de société comme, par exemple, l'avortement ou le mariage entre deux personnes du même sexe, sans obtenir de réponse de la part de Mariano Rajoy. En 2005, le PP avait en effet voté contre la loi sur le mariage homosexuel et déposé un recours auprès du Tribunal constitutionnel (qui n'a d'ailleurs toujours pas rendu son verdict). En janvier dernier, le leader de l'opposition avait indiqué dans un entretien radiophonique qu'il modifierait cette loi s'il arrivait au pouvoir. Prudent, le candidat du PP s'est cependant bien gardé de revenir sur ces sujets durant la campagne électorale au risque d'effrayer d'anciens électeurs de gauche prêts à voter pour lui le 20 novembre prochain. Une enquête d'opinion menée par le Centre d'investigations sociologiques (CIS) a révélé que 7 Espagnols sur 10 (70%) étaient favorables au mariage entre deux personnes du même sexe, dont 71% des jeunes de moins de 30 ans se déclarant proches du PP.

Selon le sondage réalisé par l'institut Metroscopia pour le quotidien El País à l'issue du duel entre les deux leaders politiques, 46% des téléspectateurs ont estimé que le chef de l'opposition avait dominé le débat tandis que 41% ont jugé que son rival socialiste avait remporté la mise. « Alfredo Pérez Rubalcaba n'est pas un séducteur mais il a une grande expérience et est certainement le meilleur candidat que la gauche pouvait trouver pour ces élections. Mariano Rajoy est prudent et équilibré. Il ne veut pas effrayer les classes populaires par l'annonce de mesures très dures » souligne Bernard Bessières, professeur à l'université d'Aix-en-Provence et spécialiste de l'Espagne contemporaine.

### **ETA : une décision historique saluée par tous**

Si la situation socioéconomique du pays est difficile, les Espagnols ont toutefois pu se réjouir le 20 octobre dernier lorsque l'organisation terroriste Euskadi ta Askatasuna (Pays basque et liberté, ETA), fondée en 1959 et exigeant l'indépendance du Pays basque et « l'un des derniers héritages qui nous reste de l'ère franquiste » selon les mots de Jorge Semprun, a annoncé qu'elle renonçait définitivement à la lutte armée. Un acte historique même s'il ne signe pas la fin du conflit ou de la quête de l'indépendance des nationalistes basques. Cette décision s'explique par plusieurs raisons. On mentionnera tout d'abord le travail efficace réalisé par les forces de police espagnoles et françaises qui, ensemble, ont porté de rudes coups à l'organisation terroriste responsable de 829 morts et de centaines de blessés qu'elles ont fini par décimer. Ensuite, l'engagement de la communauté internationale dans le processus de paix qui a débuté le 29 mars 2010 par la déclaration de Bruxelles signée par 5 prix Nobel de la paix (dont Desmond Tutu, John Hume et Betty Williams) et une quinzaine de personnalités morales (deux anciens chefs d'Etat – Frederik De Klerk et Mary Robinson –, un ancien Premier ministre – Albert Reynolds –, un ancien chef de cabinet de Tony Blair – Jonathan Powell –, l'avocat sud-africain Brian Currin) a été essentiel. Ce texte demandait à l'ETA de déclarer un « cessez-le-feu permanent et vérifiable » qui pourrait être contrôlé par un organisme international indépendant. L'organisation s'est exécutée neuf mois plus tard,

le 10 janvier 2011, avant de déclarer la fin de l'impôt révolutionnaire quelques mois plus tard.

« L'ETA doit désormais comprendre qu'elle doit cesser toute activité et renoncer à sa propre existence » a déclaré le juge Baltasar Garçon après l'annonce d'ETA de renoncer à la lutte armée. « Nous considérons qu'il s'agit d'un pas très important mais la tranquillité des Espagnols ne sera vraiment complète que lors de la dissolution irréversible et du démantèlement complet de l'organisation » a souligné Mariano Rajoy.

La décision d'ETA peut être considérée comme une « victoire » d'Alfredo Pérez Rubalcaba, ministre de l'Intérieur de 2006 à 2011. Aucun mouvement d'opinion n'a cependant été enregistré en sa faveur dans les enquêtes d'opinion à la suite de cette annonce.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par le Centre d'investigations sociologiques et publiée le 6 novembre dernier, le Parti populaire devrait recueillir 46,6% des suffrages et remporter entre 190 et 195 sièges au Congrès des députés, chambre basse du Parlement. Il devancerait largement le Parti socialiste ouvrier (de 16,7 points) qui obtiendrait 29,9% des voix et remporterait entre 116 et 121 députés.

Gauche unie (IU) de Cayo Lara Moya recueillerait 6,17% des suffrages et 8 sièges ; l'alliance électorale nationaliste catalane, Convergence et union de Catalogne (CiU), dirigée par Artur Mas obtiendrait 3,31% et 13 députés ; Union, progrès et démocratie (UpyD), 2,91% des suffrages et 3 sièges ; la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), 1,23% des voix et 3 députés ; le Parti nationaliste basque (PNV) dirigé par Inigo Urkullu, 1,17% et 3 sièges. La coalition indépendantiste basque Amaiur ferait son entrée au Congrès des députés avec 1,05% des suffrages et 3 députés ; le Bloc nationaliste galicien (BNG) dirigé par Guillermo Vazquez recueillerait 0,77% des voix (2 sièges) et enfin, la Coalition des Canaries (CC) obtiendrait 0,62% des suffrages (2 députés).

Les Espagnols savent très bien que la politique de rigueur se poursuivra, voire se durcira, quel que soit le parti vainqueur du scrutin. « La première moitié de l'année 2012 sera très difficile parce que les politiques devront faire des coupes brutales. Ce seront les mois les plus difficiles depuis le début de la crise économique internationale » a affirmé Pablo Vazquez, directeur de la Fedea.

# Le Parti populaire de Mariano Rajoy remporte une large majorité absolue aux élections parlementaires espagnoles

11

## RESULTATS

Le Parti populaire (PP), principal parti d'opposition, dirigé par Mariano Rajoy, s'est largement imposé aux élections parlementaires le 20 novembre en Espagne en recueillant 44,62% des suffrages et 186 sièges (soit +32 par rapport au scrutin du 8 mars 2008). Le Parti populaire a remporté la majorité absolue la plus large de son histoire et pourra donc gouverner seul, sans être obligé de faire alliance avec des partis nationalistes ou régionaux comme c'était le cas jusqu'à présent

Le Parti socialiste ouvrier (PSOE) du Premier ministre sortant José Luis Rodríguez Zapatero, emmené par Alfredo Pérez Rubalcaba, a essuyé un revers considérable obtenant 28,73% des voix et 110 sièges, soit -59 députés. La Gauche unie (IU) de Cayo Lara Moya est arrivée en 3e position avec 6,92% et 11 députés (+9) ; suivie de Union, progrès et démocratie (UPyD) 4,69% et 5 sièges (+4) ; Convergence et union de Catalogne (CiU), dirigé par Artur Mas, 4,17% et 16 députés (+6) ; la coalition indépendantiste basque Amaiur 1,37% et 7 députés ; le Parti nationaliste basque (PNV-EAJ) de Inigo Urkullu 1,33% et 5 sièges (-1), la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), emmenée par Oriol Junqueras i Vies, 1,05% et 2 députés (=), le Bloc nationaliste galicien (BNG) de Guillermo Vázquez 0,75% et 2 sièges (=) et la Coalition des Canaries (CC), parti conduit par Claudina Morales, 0,59% et 2 députés (=).

Le Parti populaire s'est imposé dans 43 des 50 provinces que compte l'Espagne, le Parti socialiste ouvrier est majoritaire dans deux (Barcelone et Séville), Convergence et union de Catalogne dans trois (Lleida, Gérone et Tarragone), Amaiur dans une (Guipuscoa) et le Parti nationaliste basque dans une également (Biscaye).

Le Parti populaire a également remporté 136 sièges au Sénat (+ 48) tandis que le Parti socialiste ouvrier a perdu plus de la moitié de ses sénateurs (48, soit -53). Convergence et union de Catalogne (CiU) a obtenu 9 sièges (+ 5) ; le Parti socialiste de Catalogne allié à l'Initiative des Verts catalans (PSC-ICV), 7 ; le Parti nationaliste basque, 4 (+ 2) ; Amaiur, 3 et la Coalition des Canaries, 1 (=).

La participation aux élections législatives s'est élevée à 71,69%, soit légèrement au-dessus de celle enregistrée lors du scrutin du 8 mars 2008 (- 2,16 points). La participation au scrutin sénatorial s'est élevée à 71,17% (- 3,32 points).

Le Parti populaire (PP) a donc remporté la large victoire électorale que lui prédisaient toutes les enquêtes d'opinion. Ou faut-il plutôt dire que le PSOE a perdu le scrutin? L'échec des socialistes au pouvoir depuis 8 ans à juguler la grave crise économique et les nombreuses souffrances sociales que connaît l'Espagne a conduit à l'alternance. Le succès du PP doit certainement plus au rejet du gouvernement de José Luis Rodríguez Zapatero qu'à l'adhésion des Espagnols au programme du PP ou à la personne de

Mariano Rajoy. « *La crise a donné le pouvoir absolu à Rajoy* » peut-on lire le 21 novembre à la une du journal El País.

« *Aujourd'hui plus que jamais, notre destin est en jeu ici et au sein de l'Europe. Nous allons cesser d'être un problème pour redevenir la solution* » a déclaré Mariano Rajoy.

Le troisième essai aura donc été le bon pour le leader du PP qui a survécu à deux défaites électorales (en 2004 et en 2008). « *Il a repris en main, d'une main qui semblait molle, un parti miné par les affaires de corruption, les clans et les*

rivalités. Il a la chance d'avoir été beaucoup critiqué par la presse de droite et haï par la droite dure : cela lui donne une image de centriste. Il rassure. Et s'il gagne, il n'aura aucune dette envers eux. Il ne devra sa victoire à personne. Pas même à lui-même... Mais surtout aux circonstances » déclarait le politologue José Juan Toharia. « Mariano Rajoy ne suscite pas l'enthousiasme mais la situation critique actuelle, qui exige fiabilité et prévisibilité, est propice à son genre de leadership. Il cultive une image de monsieur-tout-le-monde plein de bon sens, vénérant l'exigence, l'effort et le mérite » affirme Javier Redondo, professeur de science politique de l'université Carlos III de Madrid. « Mariano Rajoy n'a aucun charisme. Mais c'est précisément ce qui fait sa force. Il est un homme ennuyeux mais vous pouvez compter sur lui » souligne Narciso Michavila, directeur de l'institut d'opinion GAD3.

Mariano Rajoy est resté assez flou sur la politique qu'il mettra en œuvre après le 20 novembre. « Je suis prêt à faire ce que les Espagnols souhaitent et je suis à leur service » a-t-il indiqué. « Ma première priorité sera de maintenir le pouvoir d'achat des retraités. A partir de là, il faudra faire des coupes partout » déclarait-il dans un entretien au quotidien El País le 17 novembre, soulignant « Le plan de stabilité à Bruxelles prévoit un engagement de déficit de 4,4%. Ma volonté est de l'appliquer. Tout le monde doit savoir que pour mon gouvernement, la priorité sera de tenir les engagements de l'Espagne à Bruxelles ».

Avec le slogan *Sùmate al cambio* (Rejoins le changement), le PP a présenté un programme de gouvernement intitulé « Plus de société, un meilleur gouvernement » qui propose une réforme du marché du travail, une réforme fiscale et l'assainissement du système financier ainsi que des baisses d'impôts pour les chefs d'entreprise. « Demain commence une nouvelle étape au cours de laquelle notre seul objectif sera de vaincre la crise et le chômage » a déclaré Ana Mato, chef de campagne du PP. « Nous éprouvons une énorme satisfaction mêlée à un sentiment d'énorme responsabilité dans ces moments difficiles » a affirmé Maria Dolores Cospedal, présidente de la région de Castille-La Manche.

*Pelea por lo que quieres* (Bats-toi pour ce que tu aimes), tel était le slogan du PSOE mais peu d'Espagnols semblaient prêts à se battre pour une politique d'austérité qui a peiné à porter ses fruits. Alfredo Perez Rubalcaba avait d'ailleurs reconnu que le gouvernement sortant de José Luis Rodríguez Zapatero n'avait pas su trouver les bonnes réponses à la crise économique.

Agé de 56 ans et originaire de Saint-Jacques-de-Compostelle, Mariano Rajoy est juriste. Il a commencé sa carrière en exerçant le métier de conservateur des hypothèques. En 1980, il adhère à l'Alliance populaire (AP), fondée en 1976 par l'ancien ministre franquiste (1962-1969 et 1975-1976) Manuel Fraga. Elu député du Parlement de Galice lors des premières élections régionales du 20 octobre 1981, il remporte un siège au Congrès des députés quelques jours plus tard. Il en démissionne pour devenir vice-président du gouvernement galicien. En 1989, lorsque José Maria Aznar prend la tête de l'Alliance populaire qu'il renomme Parti populaire, Mariano Rajoy est nommé secrétaire général. En 1996, il devient ministre des Administrations publiques, puis trois ans plus tard, de l'Éducation et de la Culture. En 2000, il est nommé 1er vice-président du gouvernement (poste auquel il reste jusqu'en 2003) conduit par José Maria Aznar et l'année suivante, ministre de l'Intérieur. En 2003, il est préféré à Rodrigo Rato et Jaime Mayor Oreja pour succéder à José Maria Aznar à la tête du PP. Il perd le scrutin de 2004, qui s'est déroulé dans des circonstances particulières (quatre jours avant le vote, l'Espagne a connu l'attaque terroriste la plus meurtrière de son histoire lorsque dix bombes ont explosé à Madrid à quelques minutes d'intervalle dans quatre trains de banlieue faisant 191 morts et 1500 blessés). Quatre ans plus tard, Mariano Rajoy échoue de nouveau à conduire le PP à la victoire.

Cette fois-ci est la bonne et il s'installera au palais de la Moncloa, siège du gouvernement.

Le nouveau gouvernement espagnol devra réduire les déséquilibres de l'Espagne (notamment son déficit public), d'assainir son secteur bancaire, de faire progresser la croissance. « Il veut faire la guerre à la crise » et n'aura pas d'état de grâce. Le 19 novembre, environ 200 personnes issues du mouvement des Indignés se sont rassemblées à la Puerta del Sol de Madrid pour appeler au boycott des deux principaux partis politiques. Les Indignés se sont prêts à manifester de nouveau une fois que le nouveau gouvernement aura présenté son plan d'austérité. Conscientes de la gravité de la crise et des incertitudes qui pèsent sur Madrid, les autorités du pays ont étudié la possibilité d'accélérer la passation de pouvoir, le processus post-électoral ne permettant pas au prochain gouvernement de prendre ses fonctions avant le 20 décembre prochain, soit une semaine après la première réunion des Cortes generales, nom du Parlement espagnol, le 13 décembre.

## Résultats des élections parlementaires du 20 novembre 2011 en Espagne

### Congrès des députés

Participation : 71,69%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage de suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
<b>Parti populaire (PP)</b>	10 830 693	44,62	186
<b>Parti socialiste ouvrier (PSOE)</b>	6 973 880	28,73	110
<b>Gauche unie (IU)</b>	1 680 810	6,92	11
<b>Union, progrès et démocratie (UPyD)</b>	1 140 242	4,69	5
<b>Convergence et union de Catalogne (CiU)</b>	1 014 263	4,17	16
<b>Amaiur</b>	333 628	1,37	7
<b>Parti nationaliste basque (PNV-EAJ)</b>	323 517	1,33	5
<b>Gauche républicaine de Catalogne (ERC)</b>	256 393	1,05	3
<b>Bloc nationaliste galicien (BNG)</b>	183 279	0,75	2
<b>Coalition des Canaries (CC)</b>	143 550	0,59	2
<b>Autres</b>	266 734	1,08	3

Source : <http://www.elpais.com/global>

### Sénat

Participation : 71,17%

Partis politiques	Nombre de sièges obtenus
<b>Parti populaire (PP)</b>	136
<b>Parti socialiste ouvrier (PSOE)</b>	48
<b>Convergence et union de Catalogne (CiU)</b>	9
<b>Parti socialiste de Catalogne-Initiative des Verts catalans (PSC-ICV)</b>	7
<b>Parti nationaliste basque (PNV)</b>	4
<b>Amaiur</b>	3
<b>Coalition des Canaries (CC)</b>	1

Source : <http://resultados.elpais.com/elecciones/2011/generales/senado/index.html>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
**[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)**

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.